

Les femmes en prison : ce que nous avons découvert

Quelques statistiques intéressantes :

En 1997, le Bureau d'inspection des prisons du Royaume-Uni a mené une enquête sur 234 femmes incarcérées sélectionnées au hasard.

L'enquête a montré que :

- La moitié de ces femmes ont été victimes d'un abus, dont un tiers d'abus sexuel, un tiers d'agression physique et un tiers d'abus sexuel et d'agression physique.
- 40% prenaient très fréquemment de la drogue ou en étaient dépendantes.
- Près de 10% étaient sans-abri avant d'être incarcérées.
- 70% étaient sans emploi avant leur emprisonnement.
- 20% ont été confiées à l'assistance publique quand elles étaient enfants.

En février 2004, les lecteurs d'**Around Europe** ont eu connaissance du projet relatif aux femmes en prison mené conjointement par le QCEA et le QUNO (Bureau Quaker auprès des Nations Unies).

L'une des choses que nous avons découvertes, c'est qu'il y a tellement peu à découvrir ! Les gouvernements ne conservent que très peu les données concernant le nombre de femmes emprisonnées et leurs crimes. Les enfants de ces femmes figurent rarement dans les statistiques officielles, ce qui montre le peu d'attention que les tribunaux, qui ne tiennent pas compte de l'ampleur des répercussions des sentences qu'ils prononcent, prêtent au soin et au bien-être des enfants. Le QCEA a lui-même expérimenté l'impénétrabilité de système carcéral en envoyant son équipe sur place et en essayant de faire parvenir son questionnaire aux détenues. Nous pouvons seulement imaginer à quel point le problème des abus et de la misère n'est ni résolu ni remarqué par le monde extérieur.

Le QCEA a obtenu une perspective unique grâce à son approche qui couvre toute l'Europe. Les similarités et les différences sont toutes deux frappantes. Nous avons trouvés des exemples de prisons ouvertes aux Pays-Bas où les détenus, regroupés en petites unités, font les courses et la cuisine eux-mêmes et nous avons par ailleurs constaté des cas terribles de violation des droits de l'homme en Albanie où, quelle que soit la prison, les conditions de détention sont considérées comme « cruelles et dégradantes ».

C'est au niveau des enfants que la similarité est la plus flagrante. La prise en charge des enfants des détenues est, sans exception, un problème non résolu. Dans toute l'Europe, les enfants sont pris en charge par les services sociaux, laissés dans des orphelinats ou dispersés dans la famille. Peu de pays ont un nombre suffisant d'unités carcérales spéciales pour les mères et leurs enfants, si ce genre d'unité

existe, et les experts européens ne parviennent pas à se mettre d'accord s'il est préférable de séparer l'enfant de sa mère en provoquant des traumatismes émotionnels ou de laisser l'enfant en prison avec sa mère en mettant le développement de son éducation en danger.

Un autre problème européen très répandu est celui des « économies d'échelles » : puisqu'il y a moins de détenus femmes, il est plus probable qu'elles soient incarcérées loin de leur famille (rester en contact avec sa famille réduit le risque de récidive), d'être dans des conditions de surpopulation carcérale ou d'être transférées dans des prisons pour hommes en risquant d'être soumises aux stéréotypes sexuels en termes de travail et de formation, ainsi qu'à des violences. Les femmes ont moins de chances d'avoir accès aux programmes destinés aux femmes, par exemple des groupes de soutien aux auteurs d'infractions liées à la drogue.

On remarque peu à peu l'émergence d'une image type de la détenue : taux de dépendance à la drogue très élevé, troubles psychologiques et histoires d'abus sont plus fréquents en prison que dans la population dans son ensemble. Le taux élevé d'infractions mineures contre la propriété commises par des femmes montre que nous n'envoyons pas seulement les plus défavorisées, mais aussi les plus pauvres de notre société en prison. Il est également très clair que la perte de leur logement, de leur travail et avant tout, celle de leurs enfants ne permet pas à ces femmes de mener une vie meilleure après la prison.

Il est grand temps de reconsidérer non seulement les mauvaises conditions de détention dans les prisons pour femmes, mais aussi le manque de lucidité de nos juges et de nos dirigeants politiques. A sentence égale correspond rarement un résultat égal.

Pour plus d'informations :

- <http://www.quno.org/humanrights/women-in-prison/womenPrisonLinks.htm#QUNOPUB> (quelques versions françaises)
- NEWELL Tim, *Forgiving Justice*, Swarthmore Lecture, 2000
- *Offenders as People*, Rapport d'une conférence tenue à Woodbrooke, document occasionnel publié par le QCEA

Le QCEA apprécierait tous les contacts et informations concernant les femmes en prison dans des pays d'Europe, y compris la Turquie, l'Azerbaïdjan et la Russie.

Charlotte Wetton

Translation : Myriam Demaret